

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 26/06/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DALLE Gérard SARL**

40 RUE DE CERISY  
80140 Cerisy-Buleux

Références : 2024-E20102  
Code AIOT : 0005103342

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement DALLE Gérard SARL implanté AU BOIS 80140 Cannessières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DALLE Gérard SARL
- AU BOIS 80140 Cannessières
- Code AIOT : 0005103342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DALLE GERARD exploite une installation de carrière de craie autorisée par arrêté préfectoral du 17 mars 2022.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Information au public	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Vérification des valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.1 - 5.2.2 - 5.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.3.1 - 6.3.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités majeures notamment relatives à la sécurité du site ont été relevées dans le cadre de la visite d'inspection. Certaines non conformités ont été déjà constatées lors des inspections précédentes. Compte tenu de ces éléments, un arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposé à M. le Préfet.

Des justificatifs complémentaires sont demandés à l'exploitant dans un délai de 1 mois maximum à réception du présent rapport. En l'absence de transmission de ces justificatifs dans le délai imparti, ou de justificatifs non-satisfaisants, l'inspection des installations classées pourra proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure sur ces points à l'autorité préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Information au public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information au public
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.  L'exploitant est tenu de mettre en place au niveau de l'entrée principale du site un panneau indiquant en caractères apparents la liste des déchets admissibles dans le cadre du remblaiement prévu à l'article 2.5.2.  Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site, et à proximité des zones clôturées pour signaler le danger.
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu constater la présence de panneaux à l'entrée principale du site. Ils contenaient les informations suivantes :  - l'identité de l'exploitant ;  - la référence et la date de l'autorisation ;  - l'objet des travaux.  <b>Non conformité :</b> les panneaux de signalisation à l'entrée principale du site n'indiquent pas les informations suivantes :  - l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ;  - la liste des déchets admissibles dans le cadre du remblaiement prévu à l'article 2.5.2. de l'arrêté préfectoral du 17/03/2022 ;  - signalisation du danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Clôture et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture et barrières
<b>Prescription contrôlée :</b>

Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin, etc) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.

Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

#### **Constats :**

Le site dispose de deux voies d'accès à la zone d'extraction. D'après l'exploitant, l'accès le plus proche de la voie communale n'est plus utilisée. Au niveau de cette voie d'accès, les dispositifs utilisés comme obstacle sont une chaînette et un panneau « décharge interdite ».

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le site fait l'objet d'intrusions avec détérioration des installations de chantier.

**Non conformité : l'installation, y compris les zones dangereuses, n'est pas ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules au niveau de l'entrée secondaire. Les panneaux du site ne signalent pas le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation. Cette non conformité avait déjà été constatée lors des inspections précédentes.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 3 : Plan d'évolution**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi d'exploitation

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un plan topographique à l'échelle adéquate de la carrière et des installations connexes. Sur ce plan doivent être reportés :

- Les limites du périmètre sur lesquelles porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- Les clôtures et panneaux de signalisation ;
- Les bornes et le piquetage du périmètre d'extraction ;
- Les bords de la fouille et les talus ;
- Les courbes de niveau et la cotation de l'altitude NGF des points significatifs ;
- Les zones remises en état ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement.) ;</li> <li>- Les zones de stockage (argiles, sables, craies, terres de découverte...)</li> </ul> <p>Ce plan, est mis à jour au moins une fois par an, et doit être transmis annuellement à l'inspection des installations classées sous format papier et en version numérique, ainsi qu'à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 31 mai 2024, l'exploitant a transmis un plan topographique à l'échelle 1/500 de la carrière, daté du 20 mai 2024. Celui-ci comprend les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les limites du périmètre sur lesquelles porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- Les clôtures ;</li> <li>- le piquetage du périmètre d'extraction ;</li> <li>- Les bords de la fouille et les talus ;</li> <li>- Les courbes de niveau et la cotation de l'altitude NGF des points significatifs ;</li> <li>- Les zones remises en état.</li> </ul> <p>L'inspection n'a pas constaté d'installations fixes de toute nature sur le site (bascules, locaux, installations de traitement).</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de transmettre les plans d'exploitation annuellement à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Non conformité : conformément à l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17/03/2022, le plan ne comprend pas les éléments suivants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- panneaux de signalisation ;</li> <li>- les bornes ;</li> <li>- les zones de stockage (argiles, sables, craies, terres de découverte...).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

  

<b>N° 4 : Voies de circulation</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception des installations

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;</li> <li>- la vitesse des camions et engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;</li> <li>- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, sortant de l'installation, sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'était pas en activité le jour de la visite d'inspection. D'après l'exploitant, l'activité est réduite depuis quelques années à environ 10 jours d'exploitation par an.</p> <p>L'ensemble du site ainsi que ses abords sont convenablement entretenus et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté le transport de matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm.</p> <p>Les pistes du site ne sont pas revêtues. L'exploitant a indiqué que compte tenu des engins utilisés (tracteurs et pelle), aucune consigne ou panneaux de limitation de vitesse n'est mis en place. Des panneaux de signalisation indiquent le sens de circulation des engins cependant.</p> <p><b>Non conformité : Aucune disposition n'est prise par l'exploitant pour adapter la vitesse des engins sur les pistes non revêtues.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 5 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets inertes et terres non polluées résultant de la carrière</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi dans les 3 mois qui suivent la notification du présent arrêté, a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Il contient au moins les éléments suivants :</p>

- \* la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- \* le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- \* la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- \* en tant que besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- \* la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- \* le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- \* les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- \* en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- \* une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- \* les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. [...]

#### Constats :

**Non conformité : l'exploitant n'a pas établi de plan de gestion des déchets d'extraction conformément à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Vérification des valeurs limites d'émergence

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.1 - 5.2.2 - 5.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux acoustiques

#### Prescription contrôlée :

Article 5.2.1 Valeurs limite d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
--	---	---



Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### Article 5.2.2. niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

#### Article 5.2.3 Vérification des valeurs limites

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, la première année d'exploitation, puis une fois tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

#### Constats :

**Non conformité : l'exploitant n'a pas réalisé de mesures de bruit conformément à l'article 5.2.3. de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pollutions accidentelles

#### Prescription contrôlée :

Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire garantissant la prévention des pollutions.

Cette aire est étanche et équipée d'un séparateur hydrocarbure avant rejet dans le réseau pluvial.

Les engins sont lavés et entretenus en dehors du site sauf pour ce qui concerne l'entretien courant (appoint d'huile, de lave-glace,...). Ils sont équipés de kit anti-pollution.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

<p>* 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>* 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après l'exploitant, les engins utilisés sur le chantier sont deux tracteurs et une pelle, équipés de kit antipollution. Le ravitaillement des engins de chantier se fait au siège de la société DALLE GERARD sur la commune de Cerisy Buleux.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Extincteurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.3.1 - 6.3.5.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 6.3.1 Définitions générales des moyens</p> <p>[...] Les engins d'exploitation sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie, constitué par des extincteurs adaptés aux risques. [...]</p> <p>Article 6.3.5.4 Extincteurs</p> <p>Des extincteurs de type et de capacité appropriés sont installés, dans les lieux présentant un risque spécifique, Ils sont positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont conformes aux normes NF en ce qui concerne les classes de feu et les performances des agents extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Ils sont vérifiés régulièrement, et au minimum une fois par an, et maintenus en état de fonctionnement en permanence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après l'exploitant, les engins d'exploitation sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie, constitué par des extincteurs adaptés aux risques. Le site n'étant pas en activité le jour de</p>

l'inspection, cette prescription n'a pas pu être vérifiée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande de justificatifs :</b> l'exploitant transmettra une photographie des extincteurs présents dans les engins d'exploitation ainsi que le dernier rapport de contrôle périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois